

Covid-19 sur les traces du Togo



APRES LES DEUX PRIX NOBEL, LE PNUD PLAIDE POUR UN « NOVISSI » A L'ECHELLE MONDIALE P.2

En fin de mission au Togo et au Bénin

Mgr BRIAN UDAIGWE FAIT SES ADIEUX A FAURE GNASSINGBE P.2



TOGOREVEIL

Le pari d'une actualité qui réveille

TR 389 du 31 Juillet. 2020
Prix: 250 FCFA / Etranger 1€



**TOGO :
REOUVERTURE
DES AEROPORTS
DEMAIN
SAMEDI
1er AOÛT 2020**

Toutes les informations pour voyager en toute sécurité sur le site www.voyage.gouv.tg P.8



Tabaski 2020

LA FETE DU MOUTON LIMITEE EN RAISON DE LA COVID-19 P.3



**« Affaire ADJAKLY »
EN ATTENDANT L'AUDIT,
LES CLES POUR COMPRENDRE
LA COMMANDE
DES PRODUITS
PETROLIERS AU TOGO** P.3



Développement des Communes au Togo

**L'OTR ET LE CONAPP
SENSIBILISENT SUR
LE CIVISME FISCAL** P.12

Lutte contre le Gangstérisme

**LA POLICE ET LA GENDARMERIE RESOLUMENT
ENGAGEES A LOME ET AILLEURS** P.4

**LA TdE PROLONGE LA GRATUITE DE LA
TRANCHE SOCIALE JUSQU'EN AOÛT** P.4

**"YOLIM", LA NOUVELLE PLATE-FORME QUI OFFRE DES PRETS
A TAUX D'INTERET ZERO AUX AGRICULTEURS TOGOLAIS** P.5

En fin de mission au Togo et au Bénin

MGR BRIAN UDAIGWE
FAIT SES ADIEUX A
FAURE GNASSINGBE

Après 07 années passées à Lomé et Porto-Novo, Le nonce apostolique du Vatican près le Bénin et le Togo, Mgr Brian Udaigwe est arrivé en fin de mission, après sept ans de loyaux services rendus. L'Ambassadeur du Saint-Siège a fait ses adieux d'abord à Faure Gnassingbé, Président de la République togolaise puis à Komi Selom Klassou, Premier Ministre du Togo, avec qui il a évoqué les excellentes relations d'amitié et de coopération entre la République Togolaise et le Vatican, ce vendredi.

"Pendant mes sept années de mission, je me suis senti chez moi, j'ai trouvé un peuple très discipliné, chez qui il y a beaucoup de choses à apprécier", a-t-il laissé entendre Brian Udaigwe qui a également remercié le Gouvernement pour la franche collaboration qui a prévalu pendant toute la durée de son mandat.

Sri Lanka sera la prochaine destination du Diplomate du saint siège.
Didier Marcel Ledoux

CEDEAO/ Résolution de la crise sociopolitique au Mali

DES RECOMMANDATIONS A METTRE
EN ŒUVRE D'ICI LE 31 AOÛT 2020

La situation sociopolitique qui prévaut au Mali inquiète les sommités de l'espace sous régional ouest-africain.

Les chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont organisé un sommet extraordinaire virtuel sur la situation sociopolitique au Mali, à travers une vidéo conférence ce lundi 27 juillet 2020.

Le but, selon le Chef de l'Etat du Togo, est de trouver une solution de concert avec le peuple malien. "Avec mes pairs, nous sommes engagés à trouver ensemble avec le peuple frère malien, des solutions pour une paix durable" a déclaré le Président togolais, Faure GNASSINGBE, selon qui le développement économique de la sous-région et le bien-être auxquels aspirent les populations ont "besoin de stabilité". A l'issue de cette rencontre virtuelle, l'institution sous-régionale prône la formation rapide d'un Gouvernement d'union nationale incluant l'opposition ainsi que "la mise en place par la CEDEAO d'un



régime de sanctions contre ceux qui posent des actes contraires au processus de normalisation de cette crise, étant entendu que l'ensemble des décisions et mesures devront être mises en œuvre au plus tard le 31 juillet 2020".

La CEDEAO exige par ailleurs "la démission immédiate des 31 députés dont l'élection est contestée y compris le Président du Parlement" et le "maintien au pouvoir du Président IBK".

Le Mali traverse une crise sociopolitique sur fond de soulèvement populaire mené par l'Iman Dacko.

Face aux échecs d'une négociation interne, la CEDEAO a dépêché une délégation la semaine dernière à Bamako pour tenter une médiation.

Rappelons qu'une approche de solution de la CEDEAO a été déjà rejetée par les contestataires. L'opposition menace de reprendre début Août ses manifestations contre le président Ibrahim Boubacar Keïta, avant cette résolution.

Pour le moment, aucune réaction dans le rang de l'opposition.

Togoreveil

Covid-19 sur les traces du Togo

APRES LES DEUX PRIX NOBEL, LE PNUD PLAIDE POUR UN « NOVISSI » A L'ECHELLE MONDIALE



Lancé en avril 2020, pour permettre aux populations les plus défavorisées de surmonter les impacts négatifs de la pandémie à Covid-19, des mesures de restriction prises pour briser la chaîne de contamination du virus, le Programme de transfert monétaire du Togo « Novissi » semble être, aujourd'hui l'un des moyens les plus efficaces pour venir à bout de la maladie dans le monde. Selon des opinions de plus en plus partagées sur la scène internationale, ce programme social suscite beaucoup d'engouement et sert de cas d'école pour plusieurs nations, des experts et surtout des institutions internationales.

Lors d'une de ces récentes sorties, l'Administrateur du Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), Achim Steiner déclarait "Un moment historique sans précédent exige des mesures sociales et économiques sans précédent...L'introduction d'un revenu minimum provisoire pour les plus pauvres du monde est devenue une option envisageable". Par cette déclaration, les plus hautes autorités du PNUD, rejoignent ainsi le Président togolais Faure Gnassingbé sur la nécessité d'une approche plus sociale comme réponse efficace face à la Covid-19.

En effet, dans un récent rapport du PNUD sur les effets socio-économiques de la pandémie au coronavirus dans plus de 60 pays, Mr Steiner pense que l'adoption immédiate d'un Revenu Minimum provisoire pour les pauvres permettrait de ralentir le virus. Selon ce rapport, "les travailleurs qui ne bénéficient pas d'une protection sociale ne peuvent pas rester chez eux sans revenu". Ceci étant, un revenu minimum provisoire leur donnerait les moyens d'acheter de la nourriture et de payer les frais de santé et d'éducation, a-t-il plaidé. Pour les Nations-Unies, il s'agit d'un choix "financièrement réalisable" pour le monde, d'autant plus qu'un "revenu minimum provisoire pour 06 mois ne coûterait que 12% de la réponse financière totale au Covid-19 prévue pour 2020".

Pour Mr Achim, si le revenu minimum provisoire n'est pas une solution miracle aux difficultés économiques engendrées par la pandémie, il pourrait permettre aux Gouvernements de fournir aux personnes confinées une sécurité financière, de réinjecter de l'argent dans les économies locales pour aider les petites entreprises à survivre et de ralentir la propagation dévastatrice du virus. "Les plans de sauvetage et de relance ne peuvent pas se concentrer uniquement sur les grands marchés et les grandes entreprises", a-t-il opiné.

Cité dans ce rapport comme modèle, le Programme de Revenu Universel de Solidarité Togolais dit Programme « Novissi », est une réussite pour le Togo et

qui attire l'attention des plus grands économistes et plusieurs décideurs du monde entier.

Après avoir été salué par les Prix Nobel d'économie 2019 et récemment par la France qui l'a d'ailleurs soutenu, le Programme Novissi du Togo est cité par ledit rapport du PNUD, comme modèle.

Ce transfert monétaire initié par le Président de la République, évalué à 11,3 milliards FCFA, a profité aux personnes les plus vulnérables, évoluant dans le secteur privé.

Pour rappel, dans une tribune, Faure Gnassingbé, prônait des mesures sociales en faveur des couches les plus vulnérables pour l'efficacité de la lutte contre la pandémie sur le continent noir. "L'approche du monde contre la Covid-19 ne fonctionnera pas en Afrique sans protection sociale".

Avant le PNUD, en début du mois de mai 2020, se prononçant sur la crise sanitaire engendrée par le coronavirus et ce que peuvent faire les économies impactées, deux Prix Nobel d'Economie 2019, l'américain d'origine indienne Abhijit Banerjee et la française Esther Duflo ont publié une opinion dans le célèbre journal britannique The Guardian, pour saluer le programme « Novissi » initié par le Togo et qui peut, selon eux, constituer un exemple pour de nombreux pays dans leurs stratégies de lutte contre la pandémie. Le Programme de Transfert Monétaire « Novissi » qui signifie « Solidarité » dans une des langues locales (éwé) et lancé par le Président de la République togolaise, Faure GNASSINGBE, lors de son discours à la nation sur le Covid-19, est un exemple qui devrait inspirer les autres gouvernements.

"Pendant une pandémie, lorsque les gouvernements doivent aider le plus grand nombre de personnes le plus rapidement possible, la simplicité d'un revenu universel ultra basique (UUBI) peut être vitale", a conseillé le couple dont les travaux sur la lutte contre la pauvreté leur ont valu le Prix Nobel de l'économie l'année dernière. Selon ces deux illustres chercheurs, il est "impératif pour les gouvernants de rassurer les populations que personne ne sera exclu de l'aide à la subsistance limite". Ils soulignent par ailleurs les mesures prises par le Togo en ce sens. "Le Togo, petit pays ouest-africain avec ses huit millions d'habitants travaille sur tous ses fronts", se sont-ils réjouis. Ils ont également mis en avant la politique de détection de cas suspects de la Covid-19 mise en œuvre par le gouvernement togolais.

Comme quoi, on n'a pas besoin d'être grand pour servir d'exemple aux autres.

Togoreveil



DIRECTEUR DE PUBLICATION

Germain POULI

COMITÉ DE RÉDACTION

Komla YAWO

Marcel A. SOGLO

Londou KAWANA

Patrick NIMA

Pégy

SERVICE COMMERCIAL ET

PUBLICITE

Aïssata TOURE

SECRÉTARIAT

Micheline MENSAH

INFOGRAPHIE

Franck AHONGAN (99 95 65 22)

DISTRIBUTION ET ABONNEMENT

Tel: 22 36 18 56

02 BP 20061 Lomé

ADRESSE

585, Avenue du Grand Séminaire

Hédzranawoé face Ets VINS

D'ITALIE

Tél. : 22 61 12 19/22 36 18 56

90 02 76 54

E-mail : gpouliel@yahoo.fr

TIRAGE

4000 Exemplaires

IMPRIMERIE

RAD GRAPHIC Sarl U

Fin session parlementaire CEDEAO

UN APPEL LANCE POUR LA POURSUITE DU PLAIDOYER POUR LE PRELEVEMENT COMMUNAUTAIRE



Le prélèvement communautaire une préoccupation majeure de la Commission de la CEDEAO. Son Président Jean Claude Kassi BROU n'a pas voulu se contenter de l'avis consultatif des parlementaires sur sa saisine relative au prélèvement communautaire en forte régression soit 11,8% à la date du 30 Juin.

Au moment où devaient se clôturer des travaux, ce 25 juillet, de la 2^è session extraordinaire virtuelle du parlement de la CEDEAO, Il est allé marteler devant la préoccupation et la nécessité pour les Etats de prélever et reverser les cotisations communautaires pour donner à l'organisation sous régionale les moyens de mettre en œuvre ses différents programmes et projets. Le Président de la Commission de la CEDEAO a exhorté les parlementaires à être de véritables acteurs de plaidoirie en faveur du prélèvement communautaire dans leur pays : « nous vous sollicitons pour faire le plaidoyer de la mobilisation de vos Parlements respectifs pour la contribution à temps de vos pays aux fruits du Prélèvement Communautaire ».

Sur cette question, le Togo se frotte les mains. Il fait office d'élève modèle et les parlementaires togolais avec en tête le 3^è vice-Président dudit parlement, Monsieur ATCHOLE Aklesso, se félicitent de cette régularité des prélèvements

communautaires du Togo. Satisfaction également dans la façon dont se gère la COVID-19 dans le pays avec des mesures hardies prises par l'arrivée des premières infections. « Je me réjouis d'ailleurs d'être Togolais, de savoir que dans notre pays dès que cette pandémie s'est manifestée, les autorités ont pris des mesures hardies qui nous poussent à adopter et respecter scrupuleusement les mesures barrières. De ce côté-là nous sommes en règle.... Certains Etats sont en retard sur leur contribution mais je pu vous dire que le Togo est même en avance de ses cotisations au niveau de la commission de la CEDEAO » a déclaré l'honorable André Johnson du Togo.

Les parlementaires ont formulé des recommandations sur la nécessité d'harmoniser les stratégies de lutte contre la pandémie et de procéder à une sensibilisation plus accrue des populations.

Les parlementaires ont examiné et adopté le rapport de la session inaugurale de la 5^{ème} législature tenue à Niamey au Niger ainsi que les rapports des trois commissions mixtes. Ils se sont prononcés sur les questions environnementales, la santé et l'éducation notamment l'harmonisation des curricula et l'équivalence des diplômes.

Ils n'ont pas occulté les questions de sécurité et surtout la crise qui prévaut au Mali. « Nous

autres parlementaires Togolais nous souhaiterions que le dialogue se poursuive, que les maliens arrivent à se retrouver parce que, si la crise perdure, on s'orienterait vers une déstabilisation et instabilité aussi dans la sous-région. On ne le souhaite pas. Je sais que la sagesse africaine va prévaloir et les différents protagonistes vont pouvoir s'entendre » a également déclaré André Johnson, parlementaire Togolais.

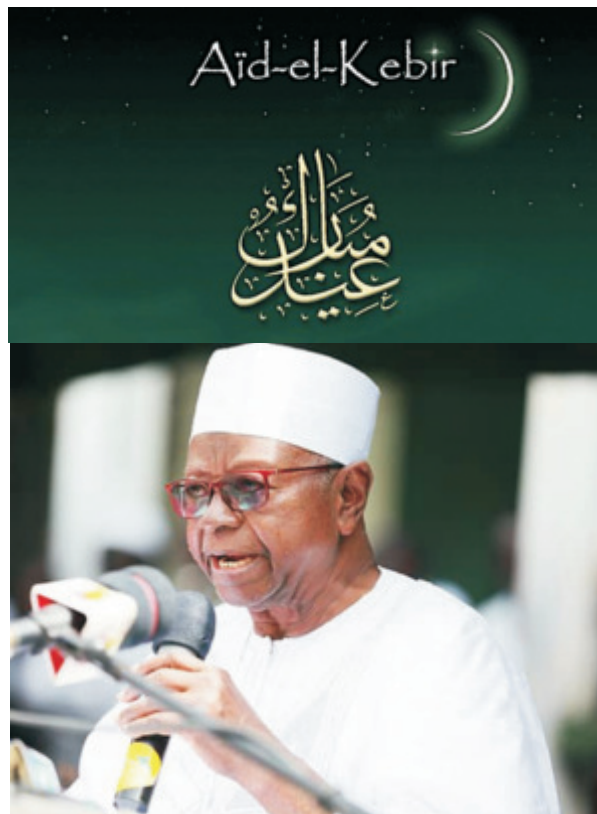
La fin des travaux de cette 2^è session extraordinaire a été consacrée à la prestation de serment de huit nouveaux parlementaires venus de Guinée Bissau, Mali, Libéria, Sénégal, ce qui leur donne désormais la plénitude de leur statut de députés de la CEDEAO. La plénière a, enfin, écouté une communication relative au réseau des parlementaires sur l'égalité de genre, les investissements dans l'agriculture et la sécurité alimentaire.

Dans son discours de clôture des travaux, le Président du parlement, l'honorable Sidie Mohamed Tunis a estimé que cette session a été un succès. Elle a atteint ses objectifs, et ce, en dépit de quelques difficultés liées à la connexion (Internet). Il a salué la bonne collaboration entre les institutions ainsi que l'engagement des parlementaires qu'il exhorte à rester dévoués.

Essoham TEOU-TEOU

Tabaski 2020

LA FETE DU MOUTON LIMITEE EN RAISON DE LA COVID-19



Les fidèles de Mahomet du monde entier célèbrent l'Aïd El-Kebir, Fête du Mouton ou Tabaski ce vendredi 31 juillet 2020.

Au Togo, des dispositions sont prises pour garantir la sécurité et la protection des croyants de l'islam et les autres personnes, à cause de la pandémie à Covid-19 qui sévit, selon un communiqué signé du Président de l'Union Musulmane du Togo (UMT). Pas de grande célébration, de protocole ou médiatisation, en raison de la situation sanitaire.

Toutefois, les activités religieuses ayant partiellement et progressivement repris, "la prière de circonstance se déroulera sur les terrains ou lieux habituels consacrés, à partir de 08h et prendra fin à 08h30", écrit El Hadj Bouraïma Inouïssa.

Le respect des mesures barrières, notamment le port du masque, l'usage d'un tapis individuel et la distanciation sociale sont conseillés.

L'Aïd Le-Kebir est un moment de partage, de convivialité pour la communauté musulmane.

Togoreveil

CEDEAO Santé :

L'OOAS APPELLE A LA MOBILISATION DES RESSOURCES POUR VAINCRE LA COVID-19

Le défi que se lance la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), en cette période redoutable de la pandémie de la Coronavirus, c'est de ne plus dépendre de l'extérieur mais parvenir à se prendre en charge.

Le Directeur général de l'Organisation Ouest-Africaine de la Santé (OOAS), le professeur Stanley Okolo a dans une communication aux parlementaires de la CEDEAO, présenté les raisons qui soutiennent une telle ambition. C'était à l'occasion de la 2^è session extraordinaire virtuelle du parlement sous régional dont les travaux ont démarré depuis le 21 juillet dernier.

Après avoir présenté la situation de la pandémie dans la sous-région, le Professeur Okolo à au nom de l'OOAS appelé les dirigeants de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à mobiliser des ressources pour la recherche afin de

lutter contre le fléau de la pandémie de coronavirus.

L'institution spécialisées des questions de santé, exhorte les chefs d'Etat à mettre en œuvre la déclaration d'Abuja sur l'allocation de 15% des budgets nationaux au secteur de la santé.

Le professeur Okolo, tout en se félicitant de l'augmentation dans la région du nombre de laboratoires de test, passés de 2 à 107, déclare que plutôt que de dépendre des bailleurs de fonds étrangers, l'OOAS apporterait un soutien aux institutions de recherche de la région en mettant en commun les ressources afin de concurrencer favorablement dans l'acquisition des vaccins de la COVID-19.

Aujourd'hui pour la CEDEAO, la nécessité de développer des vaccins fabriqués localement est devenue un impératif eu égard aux difficultés posées par la fermeture des frontières par les pays en raison de cette redoutable

maladie.

L'OOAS a assuré qu'elle apportera son soutien aux institutions menant de telles recherches sur la COVID et appelé le parlement à soutenir également ce noble effort par le biais de partenariats public-privé (PPP).

« Pour le moment, la seule industrie qui se penche définitivement sur les tests de diagnostic est l'Institut Pasteur de Dakar, au Sénégal avec lequel est signé un protocole d'accord et nous avons mis de côté un financement de démarrage que nous y investirons.

« Nous pensons qu'avec cet institut, si les tests sont disponibles à partir de la fin de ce mois ou au début du mois prochain, l'Afrique de l'Ouest peut les acheter à un prix très bas. "Nous envisageons environ deux ou trois dollars, alors que vous constatez que le kit de test similaire sur le marché libre coûte environ 9 ou 10 dollars", a-t-il déclaré.



S'exprimant sur l'ouverture des frontières, le professeur Okolo a noté que la libre circulation des personnes est le fondement de la CEDEAO et que le parlement doit donc faire tout ce qu'il peut pour la maintenir, compte tenu des impacts de ce verrouillage sur l'économie.

Le Commissaire à l'Industrie et à la Promotion du Secteur Privé de la CEDEAO, M. Mamadou Traoré, lors de sa présentation à la réunion du Comité mixte sur la Politique Macroéconomique et la Recherche

/ Administration, Finances et Budget / Santé du Parlement a révélé quant à lui que la CEDEAO a mis en place des plans pour améliorer et développer la production locale de médicaments (Les Herbes Traditionnelles) et d'autres produits tels que les masques faciaux et les désinfectants pour les mains dans la région.

En ce qui concerne la normalisation des éléments du protocole COVID-19 tels que les masques faciaux et les désinfectants pour les mains, il a déclaré que le Conseil des ministres adopterait bientôt les normes requises de l'Organisation internationale de normalisation (ISO), de l'Union européenne, de la France et des Etats-Unis.

« Nous devons fabriquer des produits compétitifs; il y aura certification, pour les rendre sûrs, utilisables et testés en laboratoire a-t-il déclaré.

Lutte contre le Gangstérisme

LA POLICE ET LA GENDARMERIE RESOLUMENT ENGAGEES A LOME ET AILLEURS

Dossou Koumako (30ans) et Koffi Kpetigo (21ans), maçon de leur état, tous deux, demeurant à Adidogomé, ont été arrêtés par la Gendarmerie Nationale togolaise dans la nuit du 24 au 25 juillet 2020 alors qu'ils déchargeaient les articles volés par eux, dans une maison.

Ces deux individus, voleurs récidivistes, selon les faits se sont rendus au quartier Avédji pour cambrioler une boutique de vente de matériels électroniques, dont ils connaissent bien le propriétaire. Ils ont réussi à défoncer la porte de la boutique

En effet, après avoir défoncé la porte de la boutique et emporté les matériels à bord d'un taxi pour les décharger dans une maison à proximité de la Pharmacie des Etoile à Lomé, avec l'intention de les revendre après, la victime surprise des faits plupart dans la nuit, a alerté la Gendarmerie qui s'est dépêchée immédiatement sur les lieux.



Elle va les surprendre entrain de décharger les articles volés (ventilateurs, des lecteurs dvd, des régulateurs, des uffers, une imprimante portative, des casques écouteurs, des disques

durs, des téléphones portables, une rallonge, des décodeurs, la liste n'est pas exhaustive.

Interrogés par les éléments de la Gendarmerie, les deux (2) brigands qui ne sont pas

à leur premier essai, ne vont donc pas nier les faits. Ils ont été pris et embarqués.

Ils seront conduits devant le Procureur de la République, pour répondre de

leurs actes. Par l'occasion.

Face à la recrudescence du phénomène de gangstérisme dans la capitale togolaise, la Gendarmerie invite les populations à plus de vigilance. La semaine dernière, la Gendarmerie avait également mis la main sur deux bandes de malfrats spécialisés dans le vol de motos. Un malfrat a été également maîtrisé dans la préfecture de Yoto dans la semaine écoulée.

Même si la situation a pris une ampleur inquiétante depuis quelques années, les forces de l'ordre et de sécurité ne ménagent pas d'effort pour avorter plusieurs tentatives, et mettre la main sur plusieurs de ses individus virulents.

Ce même vendredi 24 juillet 2020, 09 individus (10 interpellés 1 relâché) fichés comme les auteurs de plusieurs actes de cambriolage dans la capitale togolaise ont été arrêtés à Ségbé (banlieue est de Lomé) par la police nationale.

Marcel SOGLO

Covid19

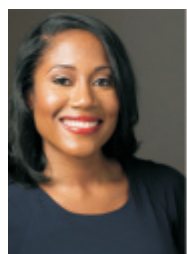
LA TdE PROLONGE LA GRATUITE DE LA TRANCHE SOCIALE JUSQU'EN AOÛT



Les mesures sociales prises par le gouvernement en faveur des populations dans le cadre de la crise sanitaire se poursuit pour le compte de la Togolaise des Eaux (TdE). Suivant la prolongation de la crise sanitaire, la TdE prolonge jusqu'en août, les mesures sociales concernant la gratuité de la tranche sociale de la facturation et de l'accès gratuit aux bornes-fontaines.

Selon, les précisions de la note de la TdE, la réduction des frais de branchements de 75 000 FCFA à 25 000 FCFA, se poursuit également. Environ 35.000 nouveaux clients ont été enregistrés à cet effet. Lancées en Avril dernier, ils sont au total 78.000 personnes qui ont déjà bénéficié de ces mesures mises en place par la TdE.

Togoreveil



Covid-19/84e session du Conseil scientifique et technique de l'AAE

LA TDE PARTAGE L'EXPERIENCES TOGOLAISE



« Mécanisme de maintien de la qualité des services d'eau et d'assainissement en Afrique et résilience en période de crise sanitaire ». Le thème a été au centre de la 84e session du Conseil scientifique et technique (CST) du 27 au 29 juillet. Tenue par vidéoconférence en raison de la pandémie du coronavirus, la rencontre qui est placée sous le parrainage de la Togolaise des Eaux (TdE) est une initiative de l'Association Africaine de l'Eau (AAE).

Cette session a permis aux membres de l'AAE d'échanger sur leurs expériences relatives aux mesures mises en œuvre au niveau de chaque Etat afin de garantir la qualité des services d'eau et d'assainissement aux populations en cette période de Covid-19. « Nous bouclons déjà 5 à 6 mois de crise sanitaire. Les membres de l'AAE ont mis en œuvre diverses expériences pour gérer cette situation de crise sanitaire en vue de maintenir la qualité des services d'eau et d'assainissement. Le présent CST est le cadre idéal de partage des

mécanismes desdites expériences pour assurer la résilience en période sanitaire sur le continent », a indiqué le Directeur général de la TdE, Gbati WAKE-YAWANKE, à l'ouverture de la session.

Le DG de la TdE a également souligné, eu égard de la crise sanitaire que traverse le monde entier, l'importance pour les sociétés d'eau et d'assainissement de faire usage des technologies de l'information et de la communication pour maintenir leurs relations commerciales avec les clients et les abonnés à travers les paiements de factures d'eau et les réclamations. Il a par le même saisi l'occasion pour partager les actions mises en œuvre pour la riposte contre la Covid-19 au cours de ces derniers mois de crise.

On peut entre autres noter, l'autorisation de déplacement dans le bouclage des villes, l'approvisionnement des magasins, la sensibilisation des agents sur les mesures barrières, l'amélioration des conditions d'accès à l'eau potable, la gratuité de la tranche sociale des factures

de consommation d'eau d'avril à août 2020, la gratuité de la consommation d'eau aux bornes fontaines, le réaménagement des heures de service, la suppression des coupures d'eau pour impayés d'avril à août 2020, l'usage des technologies de l'information et de la communication pour le paiement de factures, les réclamations et la tenue des réunions.

Rappelons que la CST est un organe de l'AAE chargé d'étudier les problèmes d'ordre managérial, juridique, financier et technique lié au secteur d'eau et de l'assainissement. L'AAE quant à elle est une plateforme continentale de gestion des connaissances du secteur d'eau potable, d'hygiène et d'assainissement qui ressemble de production et de distribution d'eau potable, les entreprises de gestion des services d'assainissement, ainsi que les organismes réglementation du secteur de l'eau et de des politiques sectorielles de l'assainissement des pays africains.

"YOLIM", LA NOUVELLE PLATEFORME QUI OFFRE DES PRETS A TAUX D'INTERET ZERO AUX AGRICULTEURS TOGOLAIS



Les Agriculteurs togolais (grands exploitants, moyens ou petits) ont, à partir de cet instant la possibilité d'effectuer des prêts à taux d'intérêt zéro.

Un programme de crédit digital a été lancé officiellement, dans ce sens, le mardi 28 juin 2020 par le ministère en charge de l'agriculture, en collaboration avec le ministère des postes et de l'économie numérique et le ministère des Finances : il s'agit de "Yolim" en kabyè et qui signifie saison pluvieuse ou de semence.

Le projet s'inscrit dans le cadre du Plan de Riposte Agricole lancé par le Gouvernement pour voler au secours du secteur impacté par la crise du Covid-19.

"Yolim" s'appuie sur le digital et se veut un plan innovant pour améliorer l'accès des petits exploitants agricoles aux facteurs de production à travers l'achat d'intrants ou la location de tracteurs, améliorant ainsi la productivité.

Pour bénéficier de "Yolim", les agriculteurs doivent

être enregistrés par l'un des agrégateurs partenaires pour disposer de bons d'achats électroniques "Yolim" d'un montant global de 96 000 FCFA pour acheter leurs engrais, pesticides ou louer des tracteurs.

En plus du taux d'intérêt zéro, il permet de résoudre les problèmes de liquidités, ne nécessite aucune connexion internet (utilisable avec les réseaux Togocom et Moov) et assure surtout une traçabilité. A travers cette plateforme, "le Gouvernement veut également réguler le prix de labour de l'hectare sur le territoire, au vu des fortes disparités observées dans les différentes régions", a expliqué le Ministre Noël Koutéra Batakpa en charge de l'Agriculture.

"Yolim est une solution tournée vers les réalités agricoles du pays et est un exemple concret de l'accompagnement que nous apportons depuis quelques années aux différents ministères", au même titre que Eco CCP, Cizo ou Novissi, a indiqué pour sa part Mme Cina Lawson, Ministre en charge de l'économie numérique. Au total 210 magasins sont déjà partenaires de l'opération et environ 60 000 Agriculteurs ont été déjà enregistrés.

Togoreveil

Réalisation des Filets Sociaux de Base DEUX ANS APRES LES RESULTATS SONT ELOQUENTS DANS LA REGION DES SAVANES



Le projet des Filets Sociaux et services de Base (FSB), dans chacune de ses trois (03) composantes, deux ans après son lancement, a permis d'enregistrer de résultats palpables sur toute l'étendue du territoire national et particulièrement dans la Région des Savanes.

En matière des infrastructures, quatre (04) bâtiments scolaires et un marché ont été déjà provisoirement réceptionnés, au bénéfice de 57 villages. Pour assurer une durabilité de ces infrastructures, plus de 300 villageois ont été formés afin d'amener les communautés à assumer la responsabilité de ces ouvrages.

Sur le plan des cantines scolaires, 67 écoles primaires publiques sont ciblées. Près de 07 millions de repas ont été servis à un effectif de 23 407 élèves, améliorant nettement la fréquentation et la rétention des élèves dans les zones ciblées.

Enfin sur le plan des transferts monétaires, ce sont 13 657 ménages dans 154 villages, qui bénéficient des transferts semestriels de 15 000 francs CFA non remboursables. Le nombre des villages bénéficiaires a été porté à 176 par le Gouvernement, en raison de la pandémie de la Covid-19. Piloté par l'ANADEB, les Filets Sociaux de Base (FSB) sont financés conjointement par l'Etat togolais et la Banque Mondiale.

Togoreveil

L'OTR est désormais disponible sur «**WhatsApp**» pour vos questions, observations et commentaires liés à la fiscalité et à la douane via le numéro

(+228) 90 99 41 01

Travaux de construction du Centre d'Entraînement aux Opérations de Maintien de Paix

LES USA OFFRENT 3 MILLIARDS DE FCFA AU TOGO



Le Centre d'Entraînement aux Opérations de Maintien de Paix (CEOMP) dont les travaux de construction sont en cours à Lomé, a eu la visite de l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique au Togo, Eric Stromayer le 23 juillet dernier. Cette visite en présence du Commandant dudit Centre le Colonel Kemence Moïse, a permis à l'Ambassadeur Stromayer de constater l'évolution des travaux de construction de 27 bâtiments qui serviront pour les logements du personnel, la formation des étudiants, de buanderie. Le coût de ces bâtiments qui seront totalement équipés s'évalue à trois (3) milliards de FCFA.

Il est financé en partie par le Programme

d'Aide et de Formation aux Opérations d'Urgence en Afrique du Département d'Etat (ACOTA). Les États-Unis apportent leur appui en formation avec des unités militaires togolaises avant leur déploiement dans les missions des Nations unies au Mali, en Côte d'Ivoire, au Darfour et bien d'autres régions de l'Afrique.

Le Togo est l'un des plus grands contributeurs aux missions de maintien de la paix dans la région, en particulier avec la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).

La Rédaction

Utilité et efficacité d'une coopération dans la Lutte contre la Covid 19

L'UE DECAISSE UN SECOND MONTANT DE 4,9 MILLIARDS DE FCFA EN FAVEUR DU TOGO



L'Union Européenne a officiellement procédé le 23 juillet dernier au second décaissement de l'appui budgétaire accordé en 2020 au Togo. La cérémonie de remise de chèque a réuni le Ministre en charge de la planification du développement et de la coopération, Demba Ayawovi Tignokpa et Bruno Hanses, chargé d'affaires de la délégation de l'UE au Togo.

Ce second financement dénommé "Contrat de consolidation de l'Etat Togo-

Phase3 (CCET3) qui intervient après le premier décaissement anticipé fin mai, "reflète la volonté de l'UE de soutenir la riposte togolaise à la pandémie de la COVID 19", selon Bruno Hanses qui ajoute: "avec cet appui budgétaire, l'Union Européenne et le Gouvernement togolais ont démontré une fois de plus l'utilité et l'efficacité de leur coopération".

Il a précisé que ce coup de pouce de l'UE vise à contribuer aux multiples mesures que le Gouvernement a adoptées pour

lutter contre la propagation de la COVID 19 et pour endiguer l'impact économique et social de la pandémie.

Cet appui, selon la délégation européenne, fait partie du package de la Team Europe. Cette dernière s'étant engagée à mobiliser près de 30 milliards FCFA pour soutenir la riposte du Togo. La contribution totale de l'UE au titre de l'appui budgétaire 2020 s'élève à 11,1 milliards FCFA.

Togoreveil

LES ARCHITECTES DU TOGO VEULENT CONTRIBUER A LA CONSTRUCTION DE NOUVELLES MAIRIES



L'Ordre Nationale des Architectes du Togo (ONAT) était en audience la semaine dernière à la Primature. Les discussions avec le Premier Ministre ont porté sur plusieurs sujets notamment la protection sociale, la construction de leur siège, le recrutement des jeunes architectes dans la fonction publique et le déploiement du corps dans les localités à travers le Togo.

Des fructueux échanges entre les deux parties, il ressort que l'assurance maladie pourra être élargie aux Architectes du Togo et leurs collaborateurs par l'Institut National de l'Assurance maladie (INAM), a affirmé le Président de l'Ordre National des Architectes du Togo (ONAT) à la sortie d'une audience avec le Chef du Gouvernement Komi Selom Klassou. Pour le Président de cet ordre la doléance d'affiliation à l'INAM a été traitée avec succès. La demande par les architectes de l'octroi d'une surface pour construire le siège de l'Ordre a reçu une réponse favorable de la part du

Gouvernement. L'insertion des jeunes architectes togolais dans la fonction publique et plusieurs autres questions ont également été abordées. La plupart de ses doléances ont connu de grandes avancées. L'Ordre a exprimé son souhait d'être associé à la construction des nouvelles mairies à travers le territoire national. Une offre favorablement accueillie par le Premier Ministre Komi Selom Klassou qui a félicité les architectes pour leur contribution au PND et les a exhorté à profiter de la décentralisation pour s'implanter à l'intérieur du pays, afin d'être plus proche des populations.

Pour revenir à la protection sociale des architectes, rappelons qu'au-delà des fonctionnaires, les prestations de l'INAM ont été élargies, ces dernières années à d'autres couches sociales notamment les personnes âgées, les artisans, les étudiants. Les journalistes seront les prochains bénéficiaires de cette protection sociale.

Togoreveil

ERRATUM

Sur la version en ligne de votre journal www.togoreveil.com, nous annonçons à travers un article intitulé « Assistance sanitaire : EN FIN DE MISSION LES MEDECINS CUBAINS QUITTENT LE TOGO », le départ des Médecins de la Brigade médicale cubaine du Contingent International Henry Reeve, arrivés en appui à l'équipe médicale du Togo, dans le cadre de la lutte contre la pandémie à Covid-19. Citant le Professeur Majesté Ihou Watéba, Responsable du Centre hospitalier de prise en charge des personnes infectées par le virus (CHR Lomé commune) qui annonçait ce départ dans un entretien le mardi 28 juillet sur une radio privée dans un entretien animé en langue vernaculaire.

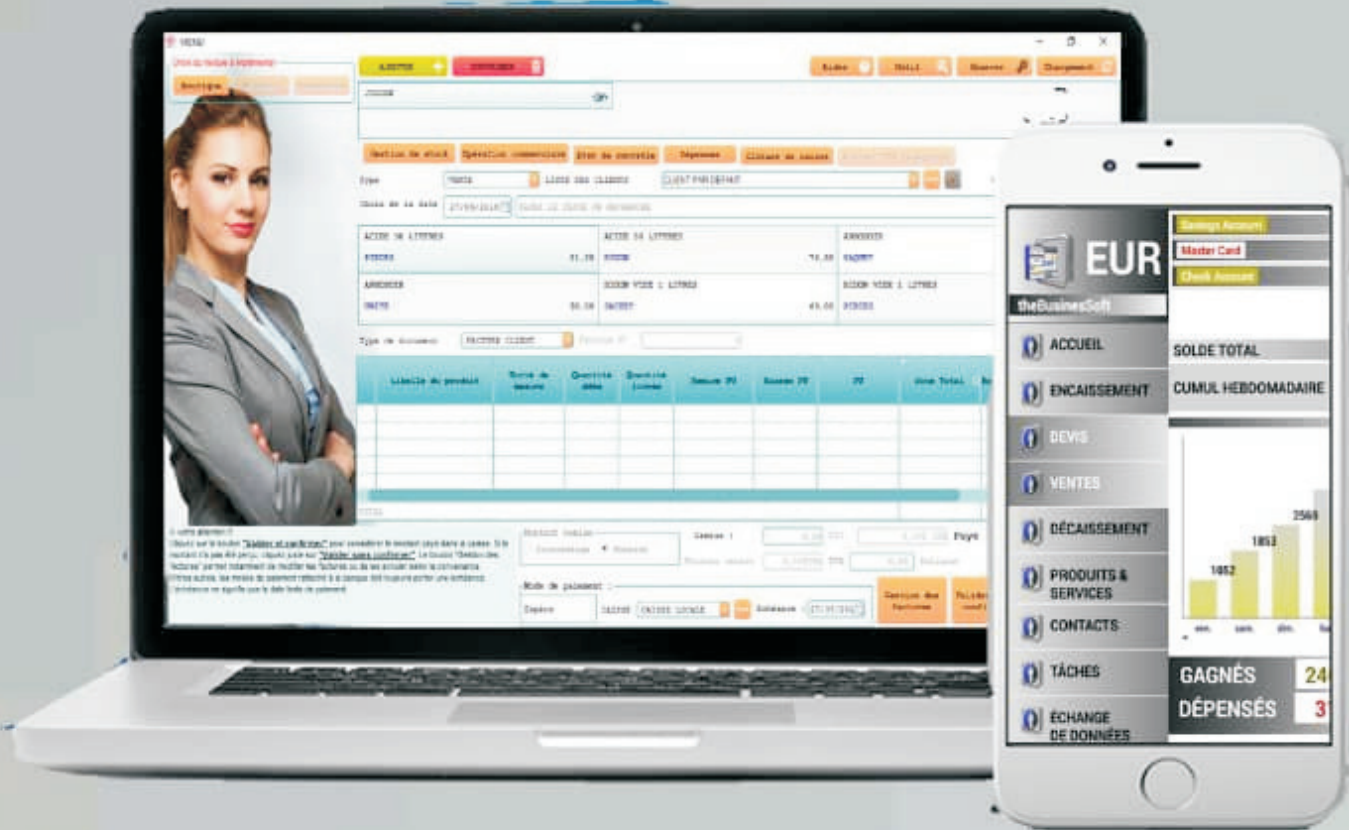
"Les médecins togolais ont la capacité de faire face à la maladie et qu'ils peuvent travailler sans crainte. Au bout de trois mois au Togo, le Chef de l'Etat est rassuré qu'il peut compter sur ses compatriotes pour prendre en charge les malades de la covid-19 et il a donc libéré les médecins cubains. Actuellement ils sont partis. Comme je l'ai dit, nous sommes confiants et nous connaissons comment se comporte désormais le virus. Ce que nous demandons, c'est la disponibilité des matériels de travail et de soins", avait-il expliqué. Sauf qu'une autre intervention, celle du Colonel Djibril Mohaman Coordonnateur national de la gestion de la cellule de riposte, laisse entendre que ces médecins ne sont pas arrivés en fin de leur mission, après trois mois de présence sur le sol Togolais.

En avril dernier, quelques Médecins de spécialité différentes ont atterri à Lomé pour donner un coup de pouce à leurs homologues togolais dans l'optique de lutter contre la pandémie à Covid-19. Nous y reviendrons avec plus de détail.

Togoreveil



LIONS GATE CONSULTING



Avec la version android de notre logiciel :

Consultez en temps réel les indicateurs de votre boutique tels que

- Journal de vente et ses statistiques*
- Journal d'achat et ses statistiques*
- Compte de resultat d'exploitation suivi de valorisation de stock*
- Etat global du stock a une date suivi de sa valeur*
- Etat des depenses par période*
- Etat de cloture de caisse*
- Bilan*



228 92 61 18 80



Agoé Telessou



LGI Consulting

TOGO : REOUVERTURE DES AEROPORTS DEMAIN SAMEDI 1er AOÛT 2020

Toutes les informations pour voyager en toute sécurité sur le site www.voyage.gouv.tg

Le Gouvernement togolais, à travers le ministère des Infrastructures et des Transports décide l'ouverture des frontières terrestres à compter de ce samedi 1er août 2020, a-t-on appris d'un communiqué rendu public ce jeudi 30 juillet 2020, par Mme Zouréatou Kassah-Traoré, Ministre en charge des transports

"Le Gouvernement porte à la connaissance de l'ensemble des usagers du transport aérien de la réouverture des frontières aériennes togolaises et de la reprise des vols domestiques et internationaux à compter du samedi 1er août 2020" indique le communiqué qui précise par ailleurs que "des dispositions ont été prises pour garantir aux usagers du transport aérien ainsi qu'aux populations des conditions de déplacement conformes aux recommandations du gouvernement, de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) et de l'Association Internationale du Transport Aérien (IATA)".



Les autorités annoncent des formalités à remplir sur une plateforme créée à cet effet, pour tout voyageur. "Le gouvernement informe les acteurs aéroportuaires ainsi que tous les

usagers des vols internationaux qu'ils devront désormais renseigner un formulaire disponible sur le site : <https://voyage.gouv.tg>. L'embarquement et le

débarquement des passagers dans les aéronefs sont conditionnés au renseignement obligatoire dudit formulaire".

Selon le communiqué, un test sera également effectué sur tous les passagers, à l'exception de ceux en transit. "Tous les passagers à destination du Togo, à l'exception de ceux en transit, devront être soumis au test PCR Covid-19 : un test unique à l'arrivée et un autre départ. Le coût d'un test est de quarante (40 000) francs CFA. Ces frais sont payables lors de l'enregistrement sur <https://voyage.gouv.tg>".

Les passagers en partance du Togo, devront se soumettre à un test PCR Covid-19 dans les 72 heures avant leur départ. Les résultats de ces différents tests sont délivrés aux intéressés par SMS et par mail dans les 24 heures.

En outre, pour permettre aux autorités sécuritaires et sanitaires de s'assurer du respect de la quarantaine à laquelle sont soumis tous les voyageurs, ces derniers doivent installer, à leur

arrivée à l'aéroport de Lomé, l'application mobile "TOGO SAFE". "Cette application, qui sera bientôt disponible sur Play Store et dans l'App Store, leur donnera la possibilité de définir le lieu d'auto-confinement de leur choix", a-t-on lu dans le communiqué.

L'exécutif togolais invite tous les voyageurs à se conformer strictement aux présentes dispositions, afin de permettre des vols aériens en toute sécurité en cette période de pandémie de la Covid-19.

Il est, par ailleurs, recommandé à tous les voyageurs de s'enquérir des conditions d'entrée, de transit ou de séjour ainsi que des protocoles sanitaires mises en place dans leur pays de destination auprès des autorités compétentes, afin d'éviter tout désagrément.

L'inobservation des dispositions et mesures mises en place expose les contrevenants à des sanctions et amendes prévues par la réglementation en vigueur.

Togoreveil

Echanges de compétences

L'UNIVERSITE DE LOME ET CIMTOGO SIGNENT UNE CONVENTION DE PARTENARIAT



Fort de leur contribution au développement du pays, l'Université de Lomé et la Société CIMTOGO décident d'unir leurs efforts pour en faire d'avantage. Les deux entités sont parvenues à une convention de partenariat ce lundi 27 juillet 2020 à la présidence de l'Université de Lomé. Les documents de la convention ont été paraphés par le Directeur Générale de CIMTOGO, Eric Goullignac et Dodzi Komla Kokoroko, Président de l'Université de Lomé. Parallèlement à la signature de cette convention, la société CIMTOGO offre une enveloppe financière de l'ordre de 10 000 euro à l'UL dans ses recherches de solution pour la lutte contre la pandémie à coronavirus.

Selon les termes de cette convention, les enjeux de ce partenariat sont dictés par l'importance du produit Ciment dans le développement du pays et le nouveau positionnement de l'UL sur l'échiquier national porté par les nouvelles réalisations de ces dernières années.

Selon les statistiques les pays en développement et les marchés émergents consomment 90% du ciment mondiale. Produire du ciment est énergivore et émetteur de gaz à effet de serre. Bien qu'on note un fort impact du ciment sur le développement, face à l'augmentation de la demande dans les pays en développement, les industries de ciment doivent cependant tenir compte des importantes émissions du dioxyde de carbone associées à sa production et intégrer dans leurs critères d'investissements les mesures nécessaires pour les limiter.

« L'Université de Lomé dispose ainsi des compétences pour contribuer au développement d'approches alternatives et/ou nouvelles comme la production des ciments à froid, par exemple pour l'inertage des déchets et des ciments « à faible empreinte carbone » ; ou les produits finis, préfabriqués, ou des mortiers de base dont le coût est estimé plus élevé de 5 à 15% que les produits conventionnels. L'UL a également la capacité pour les études d'impacts

environnementaux. » En exprimant sa reconnaissance à la société CIMTOGO, le président de l'UL, Pr Dodzi Kokoroko reste convaincu des potentialités dont regorge son institution pour parvenir aux résultats.

Les modalités pratiques de ce partenariat entre CIMTOGO et l'Université de Lomé se définissent par l'accueil des stagiaires et chercheurs de l'UL par CIMTOGO, l'élaboration des offres de formations dans le domaine de la cimenterie, la participation à des événements croisés organisés par les deux parties, assistance dans la recherche par l'Université de Lomé sur les matériaux locaux de substitution pouvant entrer dans la composition d'un ciment de qualité répondant aux normes togolaises et régionales et sur les projets de développement de nouvelles sources d'énergie sans oublier la santé environnementale. Se félicitant de la convention, le DG CIMTOGO, Eric Goullignac, rassure que tout sera mis en œuvre pour le développement de ce partenariat gagnant-gagnant.

Prévue pour une durée de 2 ans à compter de sa date de signature, la convention est composée de 9 articles et de trois annexes sur le Code de Conduite de Fournisseurs, la directive Anti-corruption et la politique QSE du Client. Parlant de la relation entre les deux institutions, il nous souvient qu'en mai dernier l'UL avait doté CIMTOGO de 5000 masques et de 25000 litres de solution hydrologique.

Togoreveil

Reprise des activités universitaires

TESTS DE DEPISTAGE OBLIGATOIRE POUR LES ETUDIANTS RESIDENTS



Les étudiants résidents dans les cités du campus universitaire de Lomé évacués dès le début de la crise sanitaire liée au coronavirus, seront soumis à des tests de dépistage avant leur retour dans les centres d'hébergement.

"Avant de regagner leurs chambres dans les résidences universitaires pour la reprise des cours, tous les étudiants résidents de l'Université de Lomé seront impérativement soumis à un dépistage", a communiqué Komla Dodzi Kokoroko, Président de l'Université de Lomé ce mardi.

Ces tests se tiendront sur le campus universitaire à partir de ce mercredi 29 juillet au 31 juillet

L'université de Lomé participe résolument à la lutte contre la pandémie avec un comité scientifique mis sur pied.

La reprise de l'enseignement supérieur suspendu il y a quelques mois, tout comme toutes les autres degrés de l'enseignement, a été autorisée il y a quelques jours.

Marcel SOGLO

Développement Communal

FLORENCE YAWA KOUIGAN S'ENGAGE DANS LA MODERNISATION DE L'OGOU 1



La Maire Florence Yawa Kouigan est plus que jamais déterminée à moderniser son territoire, la Commune d'Ogo 1. Les Ristournes de l'exploitation d'essences forestières prélevées sur le territoire de cette collectivité territoriale seront affectées aux travaux d'aménagement partiel des abords de la rivière Eké, annonce, via son compte twitter, la Directrice adjointe de la communication de la Présidence de la République togolaise et Maire de l'Ogo 1. "La commune Ogo1 a l'intention d'affecter des ristournes de l'exploitation d'essences forestières prélevées sur son territoire aux travaux d'aménagement partiel des abords de la rivière Eké, conformément au plan de développement communal", a-t-elle écrit.

Ce projet s'inscrit dans le concept "aller vite bien" initié par les dirigeants de ladite commune, pour le bonheur des populations, une demande de renseignement de prix N°002/07/PRMP/2020 relative aux travaux d'aménagement partiel de ladite rivière est lancée.

La Commune sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour la réalisation des travaux.

Pour tout candidat intéressé, les informations peuvent être obtenues auprès de la Personne responsable des marchés publics de la commune et au bureau du chargé des projets de la Mairie Ogo1 tous les jours ouvrables de 08h30' à 11 h30' et de 15h à 17 h ou par mail: prmp.commune.ogou1@gmail.com

Les offres devraient être adressées à la "Commune Ogo1/Personne Responsable des Marchés Publics, Atakpamé Togo", au plus tard le mercredi 26 août 2020 à 15h00 TU.

Togoreveil

AHOÉ

Miami's

VOTRE BOUTIQUE 100% LOCALE

MINAMADOU

"Que ton aliment soit ton médicament" Hippocrate

Retrouvez chez nous tous les produits naturels Made in Togo.

Contactez-nous au
+22890027033 / 99454910

Notre boutique est située au quartier Agopé - minamadou (non loin du TOTAL minamadou et du carrefour minamadou)

Avec l'appui du

Formation des acteurs en Passation de Marchés publics

L'ARMP OUVRE BIENTOT L'INSTITUT AFRICAIN DE LA COMMANDE PUBLIQUE A LOME

Un Centre de Formation en Commande Publique ouvert à l'international envisagé par l'Autorité de Régulation de Marchés Publics (ARMP) et dénommé "Institut Africain de la Commande Publique" (IACOP) verra bientôt le jour au Togo.

L'objectif de cette école, selon l'autorité, est de permettre la diversification des offres de formation et d'assurer la reconnaissance institutionnelle fondée sur le respect des normes académiques et pédagogiques.

L'ARMP est en effet souvent sollicitée pour former des cadres impliqués dans la gestion des marchés publics, provenant de l'administration publique, du secteur privé et de structures ou organismes ne bénéficiant pas du statut d'autorité contractante. Toutefois la plupart de ces formations ne concernent que



prioritairement les cadres des secteurs publics et privés directement concernés par les acquisitions publiques.

En ouvrant cet institut, l'Autorité permet ainsi à toutes les personnes qui le désirent d'acquérir des connaissances en marchés publics pour diverses

raisons.

L'établissement qui sera implanté dans les locaux de l'ARMP prévoit de proposer des formations diplômantes et des certifications dans divers domaines liés à la commande publique.

Didier Marcel Ledoux

Pour des Soins de qualité

LE SERVICE DES URGENCES CHIRURGICALES DU CHU-SO EN VOIE DE RENOVATION



Le service des urgences chirurgicales du Centre Hospitalier Universitaire Sylvanus Olympio (CHU-SO) de Lomé va bientôt être rénové. En fin de les rendre plus opérationnels et fournir des soins de qualité aux populations, des travaux de réaménagement et d'équipement des bâtiments ont été annoncés par le Représentant Résident du Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), en visite dans le plus grand centre hospitalier du Togo.

Aliou Dia a annoncé notamment l'appui de l'institution onusienne à ces travaux. Le diplomate s'est également entretenu avec le personnel chirurgical et les responsables du Centre Hospitalier. Le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) accompagne le Togo dans plusieurs domaines dont la santé, depuis plusieurs années.

Togoreveil

MAESTRO PRODUCTION

Agence de communication audiovisuelle

SPOT PUBLICITAIRE

CLIP VIDEO

DOCUMENTAIRE

FILM

EVENEMENTIEL

MARIAGE - ANNIVERSAIRE - REMISE DE DIPLOME - CEREMONIE DE LIBERATION

CONTACTS: (+228) 91 33 33 16 / 98 89 52 00

« Affaire ADJAKLY »

EN ATTENDANT L'AUDIT, LES CLES POUR COMPRENDRE LA COMMANDE DES PRODUITS PETROLIERS AU TOGO



L'affaire du Pétrole Gate qui fait grand bruit au Togo depuis quelques semaines et dans laquelle le nom d'une famille, ADJAKLY, est cité comme présumé auteur des cas de concussion et de délit d'initié portant sur des sommes évaluées, par certains journaux togolais, à près de 500 milliards de F CFA, a conduit la rédaction de Togoreveil à faire un exercice de compréhension de la situation qui prévaut dans un secteur pétrolier très sensible et qui touche à la vie de tous les togolais. Le prix des produits pétroliers sont hautement une affaire nationale parce que touchant plusieurs domaines de la vie socio-économique du pays.

Ce secteur pétrolier fortement contrôlé par l'Etat, au regard de son incidence sur la vie des citoyens, est très peu connu de l'opinion.

Plusieurs acteurs nationaux comme internationaux à travers des structures étatiques et non étatiques participent de diverses manières et à différents degrés pour la régulation d'un marché organisé pour garantir la fourniture permanente des produits pétroliers, à travers tout le territoire national aux populations togolaises et à un prix accessible.

Du rôle de l'Etat à travers le Comité de Suivi des Fluctuations des Prix des Produits Pétroliers (CSFPPP) et le Secrétariat de la Commission Technique, en passant par celui des traders, et d'autres structures mixtes comme la Commission Technique dans laquelle se retrouvent d'autres acteurs comme ceux du Conseil National du Patronat, du Groupement des Professionnels de l'Industrie du Pétrole, des Gérants de Stations, des marketers ou propriétaires de stations-service, l'exercice de compréhension auquel vous donne rendez-vous votre journal, vise à offrir les clés d'une meilleure compréhension d'une activité dans laquelle plusieurs intérêts sont en lutte mais dont le contrôle a pour principal objectif d'assurer la sécurité de l'approvisionnement, la disponibilité du produit dans les stations-service à travers le Togo et de veiller à ce que les prix fixés soient conformes aux dispositions relatives au mécanisme d'ajustement automatique à la pompe des prix des produits pétroliers, dispositions portées par le décret présidentiel N°2010-146/PR du 26 novembre 2010.

Si les récentes baisses successives des prix des produits pétroliers à la pompe

donnent une certaine satisfaction aux togolais dans les mesures sur la fluctuation des prix en pleine crise sanitaire due à la Covid 19, les faits évoqués dans l'affaire Pétrole Gate invitent à une meilleure compréhension d'une situation qui porte sur plusieurs interrogations dont la plupart trouvent leur réponses dans cet article qui nous a conduit dans nos recherches à contacter plusieurs acteurs opérants dans la chaîne de l'approvisionnement et de la distribution des produits pétroliers au Togo.

Quels sont les différents types de produits pétroliers existant au Togo ? Qui sont les acteurs du secteur pétrolier et quels sont leurs rôles ? Comment est organisée la Commande des Produits pétroliers au Togo ? Qui fait les commandes de carburant au Togo ? Dans quelles Conditions ? Et quel est le rôle de Monsieur Adjakly dans l'importation des produits pétroliers au Togo ? Outre ses réponses, notre travail s'attardera également sur les soupçons de concussion et de délit d'initié avant de déboucher sur la nécessité de renouveler et de renforcer le cadre légal et réglementaire du secteur pétrolier au Togo.

Les différents types de produits pétroliers existant au Togo

On entend par produits pétroliers tout type d'énergie nécessaire pour faire tourner un moteur et qui est issu du traitement des hydrocarbures bruts. Ainsi donc par raffinage des hydrocarbures bruts on obtient des types de carburants dont le Super sans plomb, le Pétrole lampant, le Gasoil ou le Diesel et le Jet A1 pour les avions.

Base juridique et organisation de la Commande des Produits pétroliers au Togo

Le secteur des produits pétroliers et l'organisation de la Commande des produits pétroliers au Togo sont généralement encadrés par un Décret présidentiel, un arrêté interministériel et un autre arrêté ministériel. Concrètement les trois textes réglementaires qui encadrent à ce jour le secteur des produits pétroliers sont le décret présidentiel n°2010-146/PR du 26 novembre 2010 relatif au mécanisme d'ajustement automatique des prix à la pompe des produits pétroliers, l'arrêté interministériel n°017/MCPSP/MEF/MME du 10 décembre 2010 relatif à la commission technique de suivi du mécanisme d'ajustement des prix des produits pétroliers au Togo signé par trois ministres à savoir celui du Commerce et de la

Promotion du Secteur Privé, celui de l'Economie et des Finances et celui des Mines et de l'Energie. A ces deux précédents textes s'ajoute l'arrêté n°003/MCPSP du 20 janvier 2011, du Ministre du Commerce et de la Promotion du Secteur Privé, portant mise en place d'un secrétariat de la commission technique de suivi du mécanisme d'ajustement des prix des produits pétroliers au Togo.

Les acteurs du secteur du Pétrolier togolais

Trois organes administratifs issus de ces différents textes assurent, aux côtés d'autres acteurs non étatiques, la gestion du secteur pétrolier.

Le CSFPPP

Il s'agit d'abord du Comité de Suivi des Fluctuations des Prix des Produits Pétroliers (CSFPPP). Cet organe est composé quatre membres issus de trois ministères et de la Primature. Le représentant du ministre chargé du commerce assure la Présidence du CSFPPP, celui du ministre des finances en assure la Vice-présidence et les représentants du ministre des mines et de la Primature sont les deux autres membres. Le CSFPPP est l'organe de régulation du secteur pétrolier. Il est l'organe qui fixe les prix des produits pétroliers à la pompe et c'est par son truchement que l'Etat lance les appels d'offres. Il est également en charge du suivi de l'exécution des contrats d'appel d'offres.

La Commission Technique

La seconde structure qui intervient dans le secteur pétrolier est la Commission Technique, une structure mixte composée des représentants de l'administration publique, du secteur privé et de la société civile. Dans les détails on retrouve au sein de la Commission Technique un représentant du ministère du commerce, un représentant du ministère des finances et un troisième du ministère des mines. Le Conseil National du Patronat, le Groupement des Professionnels de l'Industrie du Pétrole, les Gérants de Stations et les syndicats ont également leurs représentants au sein de la Commission Technique.

Le Secrétariat de la Commission Technique

La troisième structure administrative est le Secrétariat de la Commission Technique qui est la cellule administrative et technique du Comité de Suivi des Fluctuations des Prix des Produits Pétroliers (CSFPPP).

Outre les membres de ces trois

organes administratifs composés d'acteurs étatiques, du secteur privé togolais et de la société civile togolaise, d'autres acteurs sur le plan national et international interviennent également dans le secteur du pétrole au Togo, surtout dans la chaîne de l'approvisionnement.

Les Traders

Il s'agit des traders qui sont les fournisseurs étrangers des produits pétroliers et qui interviennent sur plusieurs zones réparties en trois (03) à savoir la zone regroupant l'Europe, l'Afrique et le Moyen Orient dont le siège est à Londres en Grande Bretagne, la zone Amérique, Caraïbes et Pacifique Ouest avec son siège à New York aux Etats-Unis, la zone Asie et le reste du monde dont le siège se trouve à Singapour. Le Togo étant dans la première zone, le pays ne mène pas ses opérations sur les autres marchés qui sont déjà géographiquement éloignés, ceci pour éviter des frets maritimes plus élevés.

La Société Togolaise de Stockage de Lomé (STSL) et la Société Togolaise d'Entreposage (STE)

Après les traders suivent les dépôts qui sont au nombre de deux : la Société Togolaise de Stockage de Lomé (STSL) qui bénéficie de l'extra-territorialité et la Société Togolaise d'Entreposage (STE), entrepôt fictif spécial destiné aux produits pétroliers à mettre à la consommation. Ces dépôts sont chargés de recevoir les produits importés.

Les Marketers ou les Propriétaires de Stations-services

Et enfin les marketers qui sont chargés de la distribution des produits pétroliers sur toute l'étendue du territoire togolais. Il s'agit des sociétés détentrices des stations services. Elles sont une quinzaine à opérer au Togo. Il s'agit de T-Oil (précédemment nommé SHELL), TOTAL Togo, MRS Togo, OVH Energy, CAP Togo, SOMAYAF Togo, SANOL, YATT& Co, TRAVEL Oil, FISOG, SADKO, JNP, BPS et Energium.

Qui fait les commandes de carburant au Togo ?

Pendant très longtemps, la commande des produits pétroliers au Togo a été assurée à tour de rôle par les marketers jusqu'en 2008, l'année à laquelle, suite à de graves dysfonctionnements et difficultés rencontrées par les marketers dans la poursuite des opérations d'importation, dysfonctionnements marqués par des ruptures sur la chaîne de distribution avec notamment une accumulation des dettes de l'Etat envers les pétroliers, dettes constituées des moins-values, le Gouvernement togolais, en l'absence de textes régissant la commande des produits pétroliers, a décidé de prendre en main celle-ci. Après l'apurement des dettes par l'Etat, le Comité de Suivi des Fluctuations des prix des produits pétroliers (CSFPPP), se verra confié de fait, en plus de son rôle de régulateur, la commande des produits pétroliers. Les commandes, faut-il le rappeler se font sans décaissement de fonds publics, mais sur la base d'une confiance contractuelle entre les fournisseurs-traders et l'Etat représenté par le CSFPPP. D'ailleurs dans le budget de l'Etat il n'existe aucune ligne destinée aux commandes des produits pétroliers. L'Etat soutient les prix à la consommation par le biais des subventions dans la chaîne de distribution et les fonds

Suite à la page 11

EN ATTENDANT L'AUDIT, LES CLES POUR COMPRENDRE LA COMMANDE DES PRODUITS PETROLIERS AU TOGO

Suite à la page 11

destinés à payer les fournisseurs (traders) proviennent des marketers eux-mêmes. Il est important de relever que le décret n°2010-146/PR du 26 novembre 2010 charge le CSFPPP et ses autres organes d'une mission de régulation et précisément de la mise en œuvre du mécanisme d'ajustement automatique des prix à la pompe des produits pétroliers et non de la commande.

Les Conditions de Commande des Produits Pétroliers au Togo

Tous les trois (03) mois, une consultation restreinte préparée par le Comité de Suivi de la Fluctuation des Prix des Produits Pétroliers (CSFPPP) est signée par le ministre du commerce et portée à l'attention des traders qui opèrent habituellement dans la zone regroupant l'Europe, l'Afrique et le Moyen Orient (celle du Togo).

Le dossier de la consultation restreinte est composé des documents suivants : les Termes de Référence et le modèle de « contrat d'approvisionnement en produits pétroliers ». Auxquels sont annexés d'autres documents tels que les spécifications togolaises des produits pétroliers, le modèle d'engagement de paiement, le modèle de garantie de performance, le modèle de notice de défaut, l'historique des livraisons de produits pétroliers en Afrique de l'Ouest au cours des trois (03) dernières années, le modèle de garantie bancaire de soumission et le modèle d'engagement de soumission.

Les différentes offres des soumissionnaires sont déposées au Secrétariat du CSFPPP pour être dépouillées et évaluées par une commission composée d'un représentant du Premier ministre, (Président de la Commission), de deux représentants de la Commission technique et de deux représentants du Secrétariat du CSFPPP.

Après le dépouillement, le soumissionnaire qui présente l'offre en adéquation avec les Termes de Référence et l'offre financière la moins-disante est retenu pour livrer les produits au Togo. Pour les trois

mois qui suivent, le soumissionnaire retenu sera chargé d'assurer l'approvisionnement du Togo en produits pétroliers tout en respectant deux conditions contractuelles. La première consiste à livrer les produits et les faire stocker à ses frais dans le dépôt de la STSL. Les produits ainsi stockés restent la propriété du trader puisqu'aucun paiement en sa faveur n'est intervenu. Les propriétaires des stations-service appelés marketers expriment leurs besoins en produits pétroliers. Ces derniers sont livrés par la STE contre paiement des montants dus.

Le Togo ne commande pas du brut mais plutôt des produits raffinés

Contrairement à une idée répandue dans l'opinion ces dernières semaines, notamment dans la presse et qui permet une confusion entre l'importation du brut dont fait référence le prix du baril à l'international et l'importation des produits raffinés qui se fait par tonne métrique (TM).

Le Togo n'importe que des produits raffinés prêt à l'utilisation, comme nous l'avons indiqué plus haut et qui sont le super sans plomb, le pétrole lampant, le gasoil ou le diesel et le jet A1. Le Togo n'importe pas du brut.

Quel rôle joue M. Adjakly dans l'importation des produits pétroliers au Togo ?

Monsieur Francis SossaAdjakly est le coordonnateur du Secrétariat de la commission technique, cellule administrative et technique du Comité de Suivi des Fluctuations des Prix des Produits Pétroliers (CSFPPP). Avec les autres membres du Secrétariat, ils élaborent les dossiers de consultations restreintes qu'ils présentent au ministre du commerce pour validation. Monsieur Adjakly et son équipe se chargent du suivi et de la mise en œuvre du contrat d'approvisionnement des produits pétroliers. Leur rôle consiste surtout à s'assurer d'une part de la disponibilité des produits sur toute l'étendue du territoire en relation avec les

marketers et d'autre part que les sommes dues aux traders sont payées. « Pour garantir les intérêts des traders, s'agissant des sommes à eux dues par les marketers, un compte séquestre avait été ouvert à cet effet dans une banque commerciale. L'utilisation du compte séquestre a fait apparaître quelques insuffisances et les traders ont suggéré la création d'une société privée chargée de garantir leurs intérêts à savoir le suivi de la comptabilité matière des dépôts à la STSL, la vérification sur place des paiements effectués par les marketers avant toute livraison de produits. C'est à cet effet que la société privée Management Hydrocarbure est créée. Cette société deviendra plus tard Togo Phénix Corporation (TPC). Les fonds issus des ventes aux marketers sont payés désormais à cette société et en attente sur deux comptes ouverts dans deux banques commerciales pour être virés au trader », expliquait Komlan Kondo, nouveau Coordonnateur du Secrétariat de la Commission Technique.

Soupçons de concussion et de délit d'initié

Soulèvés ces dernières semaines par une partie de la presse locale dans ce qu'il convient d'appeler désormais le Pétrole Gate, nous nous contenterons d'expliquer la concussion et le délit d'initié, sans nous aventurer dans des jugements sur la constitution ou non de ces délits dans cette affaire de commande publique des produits pétroliers caractérisées par un manque criard de législation et dont les vrais tenants et aboutissants ne seront connus qu'à l'issue de l'audit indépendant annoncé par le Gouvernement pour situer l'opinion et les responsabilités.

La Concussion

En droit la Concussion est un crime d'extorsion sans violence commis par un particulier ou un fonctionnaire, usant d'intimidation ou prétextant des pouvoirs fictifs ou abusant de pouvoirs réels. La concussion s'entend également comme une malversation dans l'exercice d'une fonction publique particulièrement dans le

manement des deniers publics.

Le délit d'initié

Le délit d'initié, selon wikipédia, est un délit de marché que commet délibérément un investisseur en valeurs mobilières en utilisant des informations sensibles, qui lui sont extérieures, qui sont de nature confidentielle et dont ne disposent pas les autres investisseurs. La communication ou l'utilisation d'informations privilégiées susceptibles d'avoir un impact sur la tenue du cours de bourse peut permettre des gains illicites lors de transactions boursières. La dissémination à des fins d'enrichissement (ou non) de ces informations est interdite par les autorités de contrôle des marchés financiers, moralement répréhensible (parce que c'est une tricherie par rapport aux autres participants) et donc pénalement condamnable. On dit d'une personne qu'elle est initiée si en vertu de ses fonctions, quelles qu'elles soient, elle est amenée à détenir des informations privilégiées pouvant avoir une influence sur la tenue de valeurs mobilières.

Secteur pétrolier au Togo : De la nécessité de renouveler le cadre légal et réglementaire

Dans ce dossier qui ne connaîtra son épilogue qu'après l'audit annoncé par le Gouvernement et à l'issue duquel des poursuites judiciaires pourraient avoir lieu si des preuves de malversations sont décelées, déjà au niveau des plus hautes autorités, la nécessité d'améliorer le système est plus que perçue comme 'une exigence. L'idée d'un « benchmarking » en vue de rechercher les meilleures pratiques en la matière, fait son chemin. Avec comme leitmotiv la sécurité de l'approvisionnement du Togo en produits pétroliers à des prix accessibles aux populations tout en préservant les intérêts de tous les acteurs agissant dans le secteur pour éviter tout dysfonctionnement.

Togoréveil

Bonjour Afrique

Togo

Beans flour

FARINE D'HARICOT

Ayivo

SAVEURS & GOÛT UNIQUE

100% natural

1kg

Développement des Communes au Togo

L'OTR ET LE CONAPP SENSIBILISENT SUR LE CIVISME FISCAL



L'une des clés du développement des communes est la contribution des citoyens à travers la taxe foncière. Afin de permettre aux citoyens de comprendre le bien-fondé de cette problématique, le Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP) en partenariat avec l'Office Togolais des Recettes ont lancé officiellement ce jeudi 30 juillet à la Maison des Jeunes d'Amadahome une campagne de sensibilisation sur la taxe foncière dans les communes du Golfe et d'Agoue Nyive.

Placé sous le thème « Les impôts fonciers dans le développement des communes », ces séances de sensibilisation dans les communes du Golfe et d'Agoue Nyive vont permettre à l'organisation la plus représentative des journalistes togolais d'expliquer et d'échanger avec les acteurs locaux de ces communes sur l'importance du civisme fiscal dans le développement local.

« C'est ensemble que les médias ont travaillé et appelé les autorités à amorcer la décentralisation. C'est chose faite aujourd'hui. Maintenant, il faut que les communes se développent, et ça doit venir aussi de ceux qui les habitent. Ces derniers doivent aussi apporter leurs contributions. C'est comme cela que nous avons eu l'idée et avons approché l'OTR pour ensemble lancer la sensibilisation sur les différentes taxes qui pourront aider les communes à se développer si on les paye », a expliqué El Hadj Arimiawo Tchagnao, Président du CONAPP.

Pour le maire de la commune du Golfe 5, Aboka Kossi, le défi du développement des communes ne peuvent être relevés sans le civisme fiscal. Il a invité les acteurs locaux à s'approprier les outils afin de servir de relais dans leurs communautés respectives. Le maire de la commune

du Golfe 2 Dr James Amagou salue quant à lui la démarche du CONAPP et se dit convaincu de la réussite de ladite campagne. « C'est quelque chose d'extraordinaire parce que c'est la presse qui s'en saisit et qui veut faire la promotion du civisme fiscal, c'est une très bonne chose que je suis convaincu du résultat positif avant la sensibilisation elle-même. On dit mon peuple périt faute de connaissances. La presse, c'est des spécialistes en communication. Ils sauront trouver les mots justes pour expliquer à nos concitoyens la nécessité de l'obligation de s'acquitter des différentes taxes qui vont servir au développement des communes de notre pays », a-t-il souligné.

L'initiative de CONAPP reçoit l'appui de l'OTR qui le félicite car les communes ont besoin de ces impôts locaux pour leur développement. « L'OTR a voulu leur apporter un appui dans ce sens en leur donnant les techniques fiscales, en leur fournissant les informations nécessaires sur la taxation, les champs d'application de ces impôts fonciers surtout la taxe foncière sur les propriétés bâties et la taxe foncière sur les propriétés non bâties », a souligné Mme Aziglossou Vovor Directrice du Centre des Impôts du Golfe, représentant le Commissaire Général de l'OTR à l'ouverture de la campagne.

Il faut souligner ces séances de sensibilisation s'étendront sur 11 des 13 communes que compte les deux préfectures. Le président du CONAPP ambitionne d'étendre la tournée dans les autres préfectures du Togo pour permettre à toutes les communes de bénéficier de cette sensibilisation.

Togoreveil



IMMU-TOP

La solution Naturelle pour
renforcer votre système
Immunitaire et se prémunir
contre la COVID-19



98 53 41 23



L'ÉNERGIE AU SENS PROPRE

(+228) 91924042 / 97788080

A TSEVIE LA LUTTE CONTRE LE CARBURANT ILLICITE FAIT UN BLESSE... LES JEUNES PRENNENT D'ASSAUT LA NATIONALE No 1



lundi 27 juillet 2020 ont fait un blessé, selon des témoins. Selon les premières informations, ces Jeunes seraient remontés contre les agissements de la police qui aurait tiré à balle réelle sur un homme lors d'une opération de lutte contre le trafic illégal du carburant frelaté communément appelé "boudè". Dans leur colère, les jeunes ont bloqué la Route nationale numéro 1 avec des pneus brûlés tôt ce lundi 27 juillet 2020. La situation est vite devenue un affrontement entre forces de l'ordre et de sécurité et jeunes manifestants, marqué d'un côté par les pneus brûlés et lancé de pierre et de l'autre par des tirs de gaz lacrymogène. Le calme semble être revenu en début d'après-midi et on ne dénombre aucun cas de décès, à en croire les témoignages.

Nous y reviendrons

Togoreveil

Des affrontements entre jeunes de la ville de Tsévie (située à 35 km de Lomé) et forces de l'ordre et de sécurité dans la matinée de ce

Mise en œuvre du projet "Emploi Dément pour Personnes Handicapées au Togo"

LA FETAPH FAIT LE POINT DES SIX MOIS D'ACTIVITES

La Fédération Togolaise des Associations de Personnes Handicapées (FETAPH) a tenu en fin de semaine dernière une rencontre de revue des activités des six 1ers mois de l'année consacrés au projet "Emploi Dément pour les Personnes Handicapées au Togo". Rencontre préparatoire avant la clôture du projet, il s'agit pour les membres du comité de pilotage dudit projet ainsi que les acteurs de sa mise en œuvre de faire le bilan des activités réalisées au premier semestre de l'année 2020, de planifier la relance des activités suspendues en raison de la Covid-19 et de suivre des actions de plaidoyers.

"Cette réunion se situe dans un contexte particulier. Celui de la Covid-19 ! Normalement nous devons faire le point de toutes les activités du premier semestre de l'année 2020, mais cette période a été perturbée par la pandémie. Néanmoins, certaines activités ont pu être réalisées, c'est donc le lieu de faire le bilan et de voir ce qui reste à faire avant de clôturer le projet en fin d'année", a souligné Marc Analene coordonnateur du projet "Emploi Dément pour personnes Handicapées au Togo" à



la FETAPH.

La rencontre a également permis aux participants de débattre du suivi des actions de plaidoyer en cours au profit des personnes Handicapées telles que le projet "d'adoption de la loi relative à la protection des personnes Handicapées" qui est toujours dans les tiroirs et du plaidoyer en lien avec "la mise en place d'un fonds pour la formation et l'insertion professionnelle des personnes Handicapées".

Le projet qui va être clôturé d'ici peu permet aux initiateurs de la rencontre d'envisager l'après projet et de faire des projections. "Aujourd'hui les partenaires sont là, mais les projets vont finir un jour. Il nous faut un

mécanisme beaucoup plus pérenne au niveau de l'État, pour mieux gérer les questions de formation et d'insertion professionnelle des personnes Handicapées", a indiqué Marc Analene.

Démarré en 2017 grâce au financement de l'ONG chrétienne allemande (CBM) et de la Coopération allemande (BMZ), le projet est mis en œuvre avec les partenaires étatiques (ANPE et ANVT) et la société civile (ONATEPH et ATAIDEMES).

Démarré jeudi, cette rencontre de deux jours prend fin le vendredi avec la validation du document de bonnes pratiques sur le projet "Emploi Dément pour Personnes Handicapées au Togo".

LE PROJET DE CREATION DE FORET COMMUNAUTAIRE DANS LES PREFECTURES D'AGOU ET DE DANYI VALIDE



Dans le cadre de la mise en œuvre du projet de renforcement de la résilience des populations du sud Togo aux changements climatiques à travers la gestion durable des forêts et des terres, le projet de création de forêt communautaire dans deux localités a retenu l'attention. Il s'agit des forêts à Agou Gadzépé et à Danyi Kétémé. Le projet a été validé lors des réunions de concertation tenues il y a quelques jours dans les dites localités.

Initiées par l'Organisation pour le Développement et l'Incitation à l'Auto-Emploi (ODIAE) et l'ONG Frères Agriculteurs et Artisans pour le Développement (FAGAD) en collaboration avec le ministère en charge de l'Environnement et de la Planification, ces rencontres ont créé de cadre pour la validation du projet de création des forêts relatif à la définition de la procédure de création ou d'attribution de la gestion des forêts communautaires au Togo. Le projet a été financé par le Programme d'Appui à la Lutte contre le Changement Climatique (PALCC), l'Alliance Mondiale Contre le Changement Climatique (AMCC) et l'UE.

La création de ces forêts communautaires va permettre la conservation des ressources forestières à travers l'éducation, l'organisation et la formation des populations environnantes puis leur valorisation par la promotion des activités génératrices de revenu liées à la gestion durable des ressources naturelles en vue d'améliorer les conditions de vie de ces populations.

Il est aussi question de responsabiliser pleinement les communautés de ces localités dans la gestion des ressources forestières en mettant en place un dispositif efficace de gestion des feux de végétation et de lutte contre le braconnage, le pâturage et l'exploitation illicite.

Durant les travaux, la charte de gestion et du contrat de mise à disposition, les membres des comités de gestion ont été présentés au public.

Ces comités sont représentatifs de toutes les composantes de la communauté que sont la chefferie traditionnelle, les groupements d'agriculteurs, les groupes folkloriques, les associations de femmes, le cercle des jeunes, les leaders religieux et les garants des us et coutumes, les cadres et retraités et enfin les exploitants (chasseurs et tradithérapeutes).

Togo/ Système d'Information Energetique dans les pays de l'UEMOA



Le séminaire sur le Système d'information énergétique dans les pays de l'UEMOA, projet SIE-UEMOA, s'est ouvert ce mercredi 29 Juillet 2020 à Lomé. Il s'agit, au cours, de cet atelier de présenter les résultats du rapport du système d'Information Énergétique qui va refléter des pistes de réflexions sur des questions majeures liées au développement du secteur des

énergies. Cet atelier s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre d'un système d'information énergétique dans les pays de l'UEMOA. C'est donc le projet dénommé SIE-UEMOA qui a été mis en place avec comme objectif de permettre aux huit états membres de disposer d'une série de bilans, d'indicateurs et d'une base de données cohérentes et fiables, afin de jouer son rôle d'outil d'aide à la décision.

Après l'atelier de lancement de ce projet qui a eu lieu le 09 mars 2018, l'équipe SIE-Togo a collecté chaque année les données auprès des fournisseurs et a élaboré les bilans énergétiques des années de 2017 et 2018 ainsi que les indicateurs énergétiques de la période 2000 à 2018 et les travaux au cours de ce séminaire porteront sur ces deux importantes thématiques. Pour le représentant du Directeur général des énergies, Dr. Singo Tchapo, le SIE-Togo, est un outil de référence pour servir l'ensemble des acteurs du secteur de l'énergie et leur permettre d'avoir une vision claire de la situation énergétique. C'est un outil d'aide à la décision et il permet de faire le suivi et d'évaluation de la politique énergétique du Togo. Pour lui, l'énergie joue le rôle moteur dans le développement économique, social et culturel d'un

L'HEURE DES RÉSULTATS

pays. "C'est conscient de ce rôle que le gouvernement togolais fait de l'accès à l'énergie l'une des priorités de sa politique de développement. Il a ensuite dans son mot remercié, au nom du gouvernement, les partenaires impliqués. "L'accès à l'énergie suppose des choix énergétiques résultant des considérations ou d'arbitrages techniques, économiques, sociopolitiques et environnementaux en tenant compte des atouts et des contraintes. De telles démarches nécessitent des analyses précises, fondées sur des données disponibles et fiables. Ce sont là, autant d'éléments qui rendent l'existence du Système d'Information Énergétique (SIE) ; a laissé entendre le représentant du DG.

projet est un partenariat entre l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et la Commission de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD). A l'ouverture de cet atelier, les représentants des partenaires ont également évoqué l'ossature de ce projet novateur et ont motivé les participants à une étroite collaboration. Pour eux, les besoins de la consommation énergétique sans cesse croissants interpellent les États sur la nécessité de mettre en place des politiques énergétiques efficaces, dans le souci de maîtriser l'approvisionnement de l'énergie. CC MME

Il faut souligner que ce

Engrais vivriers/ Intensification du soutien aux Agriculteurs togolais

LE GOUVERNEMENT FAIT TROIS FOIS MIEUX QUE LES ANNEES PRECEDENTES

Pour le développement du secteur agricole, important pilier de l'économie nationale, les autorités togolaises continuent de mobiliser les moyens en faveur des producteurs. Pour cette nouvelle campagne (2020-2021), 100.000 tonnes d'engrais vivriers ont été mises à leur disposition contre 40.000 précédemment. Il s'agit des engrais de qualité leur permettant d'obtenir de bons rendements. Cette mesure intervient dans un contexte marqué par la pandémie liée à la covid-19 et s'ajoute aux autres actions posées par l'Etat pour soutenir les acteurs agricoles. Le ministre en charge de l'Agriculture veille à la bonne répartition des intrants et à la réussite de cette nouvelle campagne agricole.

Cette année particulièrement, avec l'aide du secteur privé, le gouvernement a augmenté de 60.000 tonnes, la



quantité d'engrais offerts annuellement aux agriculteurs. A travers ce geste, il entend assurer un accroissement des revenus des producteurs grâce à l'augmentation rapide de la production.

Par-dessus tout, cette action permettra de garantir une sécurité alimentaire à la population tout en compensant les importations alimentaires interrompues à cause de la

pandémie du coronavirus. Le principal défi est de trouver une solution fiable au problème d'indisponibilité d'intrants agricoles. Ce qui devrait contribuer à la réussite du plan de riposte mis en place par les autorités agricoles pour assurer la mobilisation d'importants stocks d'intrants, notamment des engrais.

C'est une chose d'offrir des intrants aux agriculteurs,

c'en est une autre de s'assurer que ces derniers en bénéficient réellement. C'est pourquoi, pour apprécier le niveau de la mise en place des intrants agricoles dans les différentes localités et vérifier leur disponibilité, le ministère de l'Agriculture, de la Production animale et halieutique a effectué une tournée dans les localités de Gapé Centre, Glé et Atakpamé.

Cette visite est

également une occasion pour le ministère de veiller au bon déroulement de la campagne agricole 2020-2021 et à la mise en œuvre efficace du plan de riposte contre la pandémie du covid-19.

Précédemment, pour la réussite de la campagne, le gouvernement a déployé sur toute l'étendue du territoire national un lot d'intrants composé de tracteurs, de semences améliorées, des engrais et autres matériels non moins importants. Précisément, on parle d'intrants agricoles pour 150.000 personnes et le déploiement de 15.000 kits d'irrigation sur l'ensemble du territoire. Des initiatives qui permettront d'atteindre le résultat principal escompté par l'Etat, celui d'accroître le revenu des producteurs de 230 milliards de francs CFA.

Togoreveil



**COMMENT
RÉFÉRENCER VOTRE
POINT DE VENTE
SUR BB CONNECT**

BB CONNECT EST DISPONIBLE SUR



● OÙ SORTIR | OÙ ACHETER | OÙ MANGER | ÉVÉNEMENTS ●



Scan me

Amélioration de l'accès à l'eau potable dans la ville de Tabligbo**LE PROJET PASEAT VA BÉNÉFICIER À 27.000 HABITANTS DE LA LOCALITÉ**

Comme le stipule le point 6 des Objectifs de développement durable (ODD) où chaque pays est invité à garantir un accès de tous à l'eau, à l'assainissement et à assurer une gestion durable des ressources en eau, le Togo ne ménage aucun effort. Le pays est déjà sur la bonne voie avec des réalisations colossales. Dans le cadre du Projet d'amélioration du service d'eau et d'assainissement de la ville de Tabligbo (Paseat), le pays a lancé en juin 2020, les travaux de la première phase d'extension du réseau d'eau, de réhabilitation et de construction des bornes fontaines de ladite ville. D'une valeur de plus de 50 millions de FCFA, cet ouvrage permettra de garantir un accès à l'eau potable de qualité et de moindre coût à au moins 27.000 habitants dans la localité.

Le Paseat intervient pour améliorer l'accès à

l'eau potable dans la ville de Tabligbo (région maritime) en mettant en place un mécanisme de régulation du prix de l'eau aux bornes fontaines, ce qui permettra aux couches vulnérables d'avoir accès à l'eau potable à moindre coût, soit deux (02) bidons de 25 litres à 30 francs CFA. Le projet s'étend sur une durée de 02 ans (avril 2019 à mars 2021).

Une grande partie des 50.338.959 francs CFA qui seront consacrés aux travaux a été remise par la Société togolaise des eaux (TdE). A l'issue de cette première phase d'extension du réseau d'eau, de réhabilitation et de construction des bornes fontaines de la ville de Tabligbo qui vont s'étendre sur 07 km, huit (08) bornes fontaines seront construites et cinq (05) autres vont être réhabilitées. Les travaux se dérouleront dans les 25 quartiers de la ville de Tabligbo et impacteront 27.000 habitants.

Il faut rappeler qu'entre 2005 et 2019, le taux d'accès à l'eau potable au Togo a connu une hausse sensible, justifiée par les chantiers mis en place et la pléthore de programmes mis en œuvre. Plus précisément, de 21% en milieu rural en 2005, ce taux a bondi et se situait autour de 69% en 2019. Cette progression, visiblement la plus forte sur la période, est la résultante des programmes de réalisation ou de réhabilitation de forages mis en œuvre à l'image de l'initiative du Paseat. En milieu semi-urbain, il est de 49% en 2019 contre 23%, 14 ans plus tôt. Aujourd'hui, l'on estime à 55% le taux d'accès à l'eau potable sur l'étendue du territoire.

Togo Assainissement**MULTIPLIER LES LATRINES DANS LES SERVICES PUBLICS INTEGRES**

L'un des principaux objectifs quinquennaux, définis clairement dans les engagements du chef de l'Etat est sans nul doute la Construction des latrines dans les services publics intégrés. Sur le territoire national, plusieurs actions ont d'ailleurs été menées dans ce sens. Pour permettre au personnel soignant, aux fonctionnaires ainsi qu'aux populations, bénéficiaires des différents services des institutions de vivre dans des conditions sanitaires adéquates, le Togo va multiplier les latrines dans les centres de santé avec un plan d'assainissement précis pour les cinq (05) prochaines années.

L'on ne doit pas perdre de vue que l'assainissement du cadre de vie occupe une place prépondérante dans les dix-sept (17) Objectifs de développement durable (ODD) définis par les Nations unies. Il protège les citoyens contre les maladies, lutte contre la pollution de l'environnement (en empêchant la défécation à l'air libre par exemple), améliore la qualité des services offerts par les structures et/ou établissements publics etc.

Ainsi les pouvoirs publics

vont construire des latrines dans au moins un bâtiment public, prioritairement au sein des services publics intégrés ou dans des centres de santé.

Par-dessus tout, le pays usera de tous les moyens pour mettre en place un plan quinquennal d'assainissement, d'aménagement des voiries urbaines dans deux à trois chefs-lieux de communes par région et par an.

Précédemment, pour permettre aux populations de vivre dans des conditions sanitaires adéquates, le Togo a lancé en décembre 2017 le Programme d'appui aux populations vulnérables (PAPV). Grâce à celui-ci, la ville de Tchamba (localité située à 350 km de Lomé) ne connaît plus aujourd'hui de problèmes d'assainissement. Financé à près de 150 millions de francs CFA, le programme a permis de construire des infrastructures dans plusieurs quartiers de la ville. Il s'agit de 03 blocs de latrines modernes, 175 mètres linéaires de caniveaux, 60 puits, 03 ouvrages de franchissement et 500 mètres linéaires de rue, 03 forages munis de panneaux photovoltaïques. Il a

également permis d'améliorer les revenus de 15.000 femmes et jeunes togolais.

D'un autre côté, un projet d'assainissement et de gestion de déchets dans la ville côtière d'Aného est en vigueur avec un investissement de 450 millions de francs CFA. Le projet, dont la mise en œuvre s'étendra sur trois (03) ans et facilitera l'abonnement de 2300 ménages à un service de collecte de déchets et 400 ménages à un service de viandage. 50% des déchets collectés dans la ville seront traités avant d'être enfouis. En matière d'assainissement, le gouvernement construira des toilettes Ecosan, écologiques et faciles à installer.

Le pays ne compte pas s'arrêter là, il est prévu l'installation des toilettes à chasse manuelle dans sept (07) écoles publiques du canton de Glidji. Le coût des travaux s'élève à 450 millions de francs CFA. Ils s'inscrivent dans le cadre du Projet d'investissement de résilience des zones côtières en Afrique de l'Ouest (Waca-Resip) dont l'objectif est d'améliorer la gestion des herbes communautaires à hautes valeurs écosystémiques, la gestion durable des terres, la réhabilitation de petites infrastructures publiques endommagées par les inondations, le curage des canaux naturels pour l'amélioration des performances des canaux de drainage des eaux et la lutte contre la pollution et de renforcer les activités génératrices de revenus. Le projet est évalué à 1,2 milliard de francs CFA.

Togoreveil

Togo/Accès à l'eau potable**LE TAUX DE DESSERTE PASSE DE 21 A 69% EN MILIEU RURAL ET DE 23 A 55% EN MILIEU SEMI-URBAIN**

Le Togo a enregistré ces dernières années des avancées en desserte en eau potable grâce à la réhabilitation des installations déjà existantes et la construction de nouveaux canaux d'adduction d'eau. De 21% en 2015, la desserte en eau potable est passée à 69% en 2019 en milieu rural et de 23% en 2006 à 55% en 2020 en milieu semi-urbain.

Grâce à plusieurs réformes opérées et d'innombrables actions menées dans le cadre de la mise en œuvre de la vision "Accès à l'eau potable pour tous", une politique soutenue par le Gouvernement et exécutée par la Société Togolaise des Eaux (TDE) et le ministère chargé de l'eau assistées par les partenaires sociaux, l'accès à l'eau potable des populations même les plus reculées connaît des succès sans précédent, soit une nette amélioration entre 2005 et 2019.

Résultante de ces projets de réalisation ou de réhabilitation de forages mis en œuvre à l'image de l'initiative du PASEAT, cette augmentation a sensiblement amélioré la condition de vie des populations qui avaient des grandes difficultés à se pourvoir en eau potable.

Récemment, la TDE a entrepris la réhabilitation et la construction de plusieurs infrastructures d'eau dans la capitale togolaise et ses environs ainsi que dans d'autres localités du pays.

La Société dirigée par Yawanké Waké Gbati a communiqué ce lundi 27 juillet 2020 que la gratuité de l'eau dans les bornes fontaines est prolongée, dans le cadre des mesures d'urgence décrétées par le Gouvernement le premier avril dernier, jusqu'au mois d'août 2020.

Outre cette mesure qui a bénéficié à plus de 78 000 personnes sur toute l'étendue du territoire, la mesure de réduction des frais branchements de 75 000 à 25 000 FCFA est également prorogée.

La politique d'accès à l'eau potable est également un moyen de lutte contre la pauvreté, une vision de l'Etat togolais.

Togoreveil

KIOSQUE PRODUITS TOGOLAIS & **EVELINE GRATIAS-NONVIE-OR**

vous proposent

PUR JUS DE NONI

- Antibiotique
- Antivirale
- Anti-inflammatoire
- Antiparasite

Le noni contient plusieurs autres propriétés. 17 acides aminés et est 140 fois plus puissant que n'importe quel antioxydant connu.

585, Rue du Grand Séminaire à côté du Marché de Hédzranwoé en face de l'Ets Vins d'Italie
Tél.: (+228) 93 53 82 18 / 22 61 13 02 / 23 20 89 19



Togocel **LEGEND⁺**

PETIT MAIS COSTAUD



À **8000** ^{FCFA} seulement

+800 FCFA de crédit de communication gratuite



Double SIM



Radio FM,
MP3 MP4



Slot microSD
jusqu'à 8Go

800 F CFA de communication offerte sur une SIM Togocel avec un téléphone Legend+ : 600 F CFA vers le réseau Togocel et 200 F CFA vers tous les réseaux (valable 1 jour).
Pack et téléphone en vente en agence Togocom dans la limite des stocks disponibles.